



Ekta Parishad Newsletter



MARS/AVRIL 2013 - UNE NOUVELLE POLITIQUE DES DROITS DE TERRES EN ARRIVANT

DANS CETTE EDITION

Chers ami(e)s, militant(e)s et soutiens d'Ekta Parishad

Six mois se sont écoulés depuis la signature de l'Accord en 10 points suite à Jan Satyagraha, le 11 octobre 2012 à Agra. Une nouvelle réforme agraire en Inde est désormais au stade décisif de finalisation. Une loi sur les terres d'habitation est en cours d'ébauche - l'une des premières de la sorte en Inde - et celle-ci pourrait doter jusqu'à 40 millions de sans-abris de logements et terrains d'habitation. De plus, plusieurs réunions et rassemblements ont eu lieu afin de préparer les recommandations destinées aux gouvernements d'Etats, de manière à les inciter à appliquer ces lois en faveur de la restitution et de la distribution de terres aux communautés pauvres et marginalisées. Environ 70% de l'accord a dorénavant été réalisé.

L'une des consultations nationales importantes avant la fin du délai de 6 mois, a été la réunion de 2 jours sur les droits fonciers organisée par Ekta Parishad les 11 et 12 mars au Vishva Yuvak Kendra, un centre national pour la jeunesse à Delhi. 120 participants de 12 Etats différents ont débattu de divers aspects de la politique foncière nationale et de la législation sur les terres d'habitation afin que celles-ci assurent de manière suffisante les droits des groupes concernés, notamment les adivasis, les dalits, les femmes et les nomades. De nombreuses suggestions et recommandations ont par la suite été incorporées aux documents.

La fin du délai de 6 mois a été officiellement prononcé les 13 et 14 avril lorsqu'Ekta Parishad et l'Alliance Nationale

pour les Droits Fonciers des Dalits (National Alliance for Dalit Land Rights, NADLR) ont tenu un [Parlement du Peuple](#) avec 4000 personnes à Jantar Mantar (vers le Parlement à New Delhi), et examiné la progression du gouvernement indien sur le programme de réforme agraire. Ceci a été un rassemblement extraordinaire de différents mouvements sociaux à propos du programme foncier. Le NADLR voulait saisir cette occasion non seulement de rappeler au gouvernement de tenir ses engagements concernant l'Accord en dix points, mais aussi de lancer une campagne massive dans les six prochains mois dans 300 districts du pays.

Ce qui a été important dans le Parlement du Peuple, c'est qu'il a permis de rassembler des groupes et mouvements traditionnellement opposés, avec des idéologies différentes, autour de l'intérêt général des groupes pauvres - qu'il s'agisse de dalits, d'adivasis ou d'autres groupes opprimés. Ceci est important en vu des élections nationales du printemps 2014. Le slogan « Nahi Zameen toh Nahi Vote » - « D'abord la terre, ensuite le vote ; pas de terre pas de vote » est une manière d'amener les questions foncières au cœur des élections.

Le soutien international, afin de pousser le gouvernement à tenir sa promesse de conclure en 6 mois la première étape de la réforme agraire en faveur des communautés pauvres et marginalisées, a pris la forme d'une Satyagraha virtuelle à laquelle 5000

Leçons du Senegal

Journée internationale des femmes

Le cinéaste Karl Saurer sur «Ahimsa»

Karim Award pour Rajagopal PV

personnes, en Inde et dans le monde, ont participé [en signant une pétition en ligne ou en effectuant un appel manqué](#). Ceci illustre la conscience mondiale croissante quant à la lutte pour la terre des communautés pauvres en Inde et ailleurs. Nous sommes très reconnaissants pour l'aide et le soutien dont les gens ont fait preuve. Vous trouverez la déclaration de Rajagopal à propos de la campagne ici.

Maintenant, continuons à nous battre et à espérer pour l'accès des sans-terre et des sans-abris à la terre et aux moyens de subsistance, que l'on puisse dire que la marche de 60 000 personnes en octobre dernier n'était pas seulement un accomplissement historique, mais également un tournant décisif dans l'histoire de la réduction de la pauvreté en Inde.

Jai Jagat!

Ekta Parishad

Léçons de Sénégal

de Jill-Carr Harris

Récemment notre groupe d'Inde a fait un voyage au Sénégal, en Afrique de l'Ouest francophone, et nous avons fait quelques observations à propos de la société que nous avons pensées utiles de partager. Peu de gens en Inde en savent beaucoup à propos de ce petit pays africain de 12 millions d'habitants. C'est un pays côtier à la pointe ouest de l'Afrique, en face des Amériques, qui a une forte économie touristique, dominée par des Français en mal de soleil et de plage. C'est l'un de ces pays ayant plus de deux grandes cités portuaires, qui lui permet de faire du commerce au nom d'autres pays africains plus enclavés dans les terres, en leur facilitant des échanges avec, entre autres, le Moyen Orient, la Chine ou la France...

Dès le premier regard sur Dakar, la capitale, on ne peut ignorer que les gens sont très conscients de leur physique, qu'il s'agisse des femmes et de leurs vêtements flamboyants et des hommes et de leur évidente propension au sport. Le foot semble être la préoccupation principale des jeunes, et comme les terrains de cricket en Inde les terrains de football fleurissent partout. Cela en dit long sur l'immense énergie des jeunes qui, si elle est utilisée de façon constructive, est une force très puissante pour construire la société.

Une deuxième observation intéressante est la profonde culture de la famille, particulièrement autour des repas. Tous les membres de la famille mangent dans le même plat. On mange principalement du riz et du poisson, du moins le long de côtes. Le poisson est cuit dans une sauce et le riz est préparé dans les mêmes éléments. Enfin on retiendra surtout cette espèce d'égalité autour des repas qui est pratiquée au Sénégal.

Une troisième observation est celle de la piété discrète présente dans la société. Le fait qu'une large proportion de la population du pays, surtout masculine, prie cinq fois par jour, mais aussi des traditions musulmanes assez douces, expliquent peut-être que l'alcool et le tabac sont quasiment inexistantes. Cela a été une découverte

très réconfortante pour nous, visiteurs indiens. Une leçon du Sénégal est que le développement sociétal n'a pas forcément à passer par des marchands de boissons et des taxes gouvernementales correspondantes, mais que la société peut se développer bien mieux sans alcool.

A Dakar il y a aussi la tristement célèbre île de Gorée - juste en face de la côte - sur laquelle étaient parqués les gens qui, en une période très courte, sont passés de cultivateurs et chasseurs à esclaves en Amérique. Cette traite des esclaves a duré plus de trois siècles, du 16ème au 19ème, pendant lesquels plus de 15 millions d'africains ont été vendus comme esclaves (sans oublier les 6 millions morts en chemin), dont certains sont passés par cette île. Lorsque l'on se promène au milieu des jolies peintures en battik et des statuettes en ébène, on ne peut qu'être frappé par la souffrance abyssale qui se dégage encore des lieux marqués aujourd'hui par des monuments et des plaques. Cela a été un génocide d'un autre genre.

Si en Inde il nous apparaît que cette traite est surtout le résultat des puissances coloniales européennes guidées par l'appât du gain, l'on est forcé de noter que ce marchandage a aussi été mené avec les chefs tribaux locaux qui ont vendu leurs propres sujets. En effet il est clair que comme les génocides de masse et les autres formes d'esclavage, ce genre de pratique entâche d'infamie l'humanité toute entière.

La plupart de nos hôtes du Sénégal travaillent à défendre les droits de la population sur les terres communautaires. Le Sénégal, comme beaucoup d'autres pays africains, a gardé la gouvernance de 80% des terres aux communautés locales, ce que nous avons perdu en Inde. En d'autres termes, cela implique que celui qui veut une parcelle de terres n'a qu'à la demander pour l'avoir. On peut utiliser la terre et la transmettre à ses enfants, avec la maîtrise de la propriété du terrain, mais on ne peut pas la vendre. Il est aussi possible pour le gouvernement de récupérer la terre au nom de "l'utilité publique", tout comme il est possible pour les communautés de revendiquer ces terres. En dédommagement d'une vente, la communauté ou le

gouvernement donne au propriétaire du terrain une indemnité basée sur la valeur estimée de l'habitat, mais sur la valeur de la culture de la terre.

Cette problématique était le noeud de la controverse pendant nos réunions. La pression exercée par les entreprises privées pour obtenir des locations de terres à long terme force le gouvernement à user de toutes sortes de méthodes plus ou moins légales pour obtenir des terres. De nombreuses communautés réagissent. L'un des plus grands groupes de pression pour obtenir des terres est constitué des producteurs de biocarburants. Comme le Sénégal est un pays semi-aride, il n'a que peu de possibilités de plantations de fruits ou autres aliments, sauf dans la zone sud, en Casamance. Il y a beaucoup de terres de pâturages pour les éleveurs, et des cultures traditionnelles de maïs et de millet, mais ces terres sont récupérées pour planter des biocarburants. Avec l'augmentation du prix du pétrole, il est évident que les biocarburants sont un business juteux. Dans l'un des cas dont nous avons parlé, qui se situait autour du fleuve Sénégal, un investisseur italien s'était associé à un entrepreneur sénégalais pour amasser des terres et produire des biocarburants. La question en termes d'acquisitions de terres portait sur le fait que des vides juridiques sont exploités, dans ce cas par exemple les "terres recquisitionnées pour utilité publiques", pour être ensuite relouées à des privés pour des biocarburants.

Dans un autre cas situé à Bambylore, dans la banlieue de Dakar, il était clair que la pression mise par les agents immobiliers sur ces zones périurbaines a poussé les autorités à faire des acrobaties légales pour justifier les transferts de terres. Le résultat est la construction d'une zone d'habitations pour le personnel de l'armée.

En tant qu'équipe étrangère et internationale, de l'Inde mais aussi du Népal, de la France, de la Colombie, du Nigeria et du Burkina Faso, nous avons pu entendre les revendications locales des sénégalais, en amont de la Commission nationale du foncier, qui devait commencer quelques jours après au niveau étatique pour discuter des conflits entre les lois nationales et les lois locales coutumières en matière de gestion du foncier. Autour de cette commission s'opposent une forte

puissance en faveur d'un développement orienté sur le marché et d'autre part la société civile qui plaide en faveur d'une réforme foncière basée sur la gouvernance locale. Le groupe d'internationaux a partagé des expériences de réformes agraires basées sur la gouvernance locale dans différents pays.

En Inde, la réforme en faveur des gouvernances des communautés locales a été faible à cause d'une privatisation graduelle des ressources foncières, ainsi que de l'utilisation grandissante des terres à des fins industrielles et pour des infrastructures. Le fait d'être dans un pays comme le Sénégal, qui a préservé tant de terres au niveau des communautés, a été un exemple intéressant à étudier. Il y a cependant des efforts actuellement en Inde sur le transfert de la gouvernance des terres au niveau local. Ces efforts vont dans le sens d'un contrôle plus grand par les communautés de l'eau, des forêts et des terres, de façon à assurer une plus grande auto-suffisance locale, afin de pérenniser les ressources et de les défendre face à une industrialisation galopante. Même si les terres restent pour la plupart la propriété d'individus, au moins les communautés locales et les institutions devraient être amenées à jouer un plus grand rôle. En comparaison, la situation sénégalaise nous a apporté de nombreuses leçons sur les modes de gouvernances locales, en nous donnant des éclairages sur la façon de faire avancer l'ordre du jour en matière de réforme foncière basée sur la gouvernance communautaire.



Journée Internationale des Femmes 2013

Femmes en Actions (anciennement Ekta Mahila Manch) est le groupe de femmes leaders d'Ekta Parishad qui se réunit de temps en temps. Travaillant en premier lieu au niveau des Etats, elles étaient nombreuses lors de la Journée Internationale des Femmes 2013 le 8 mars dernier. Une réunion de 200 femmes a eu lieu le 6 mars à Tilda, Chhattisgarh, organisée par Prayog, un partenaire d'Ekta Parishad, pour féliciter les nouvelles recrues féminines. Le 8 mars, 1100 femmes, principalement autochtones, se sont rassemblées dans le district de Dhar, à l'extérieur d'Indore. Le même jour, des réunions de célébration se sont tenues dans 10 districts du Bundelkhand et du Bagelkhand. A l'ashram de Joura, 300 femmes ont ensemble félicité 10 femmes pour leur courage. A Mahakaushal, dans le district de Dindori, une réunion de femmes à rassemblé plus de 1000 personnes.

Depuis 2001, la branche féminine lutte par des moyens non-violents pour notamment le droit des femmes opprimées aux ressources naturelles, l'égalité des genres, la souveraineté et la justice pour les femmes, particulièrement dans les sociétés rurales.

Avec de nombreux objectifs, parmi lesquels l'égalité des droits concernant la terre et les moyens de subsistance, l'éducation, la participation politique des femmes dans les conseils de villages, les groupes féminins d'entraide mutuelle, ou encore l'accès à l'indépendance économique des femmes dans les villages, les femmes activistes luttent pour l'empowerment politique et économique des femmes.

Le processus d'émancipation des femmes, particulièrement dans les sociétés rurales, est fortement lié à l'objectif central d'Ekta Parishad de réforme agraire : aujourd'hui en Inde, 70% des travailleurs agricoles sont des femmes. Comblent l'écart entre les hommes et les femmes en agriculture permettrait à 100-150 millions de personnes dans le monde d'échapper à la faim. La reconnaissance du droit des femmes à la terre est par conséquent un point crucial dans la lutte pour la

justice sociale et la réduction de la pauvreté : dans les zones rurales en Inde, ce sont principalement les femmes qui sont responsables de la sécurité alimentaire de leur famille. Leur relation à la terre est donc plus forte que celle des hommes. Un grand nombre de femmes en Inde sont agricultrices. Dans beaucoup de régions, les hommes migrent dans les villes ou d'autres parties du pays pour chercher un emploi, tandis que les femmes restent pour s'occuper de la terre. Cette année la Journée des Femmes a été l'opportunité, dans les zones où travaille Ekta Parishad, de faire prendre conscience de la féminisation de l'agriculture à un large public. Ce fait doit être pris en compte dans tous les efforts pour de nouveaux droits fonciers en Inde. C'est particulièrement le cas pour le Groupe de Travail sur la Réforme Agraire, qui comprend des activistes pour la réforme agraire et des membres du gouvernement et qui est en train d'ébaucher une nouvelle loi foncière concernant les terres d'habitation, qui devrait être approuvée au cours de la prochaine réunion des Ministres du Revenu le 6 avril. Tandis que les droits des femmes ne figurent pas explicitement dans les 10 points de l'Accord National sur la Réforme Agraire, ils ont été inclus dans les annexes. Il y a dans la Politique Nationale de Réforme Agraire de nombreuses références à l'égalité de genre.

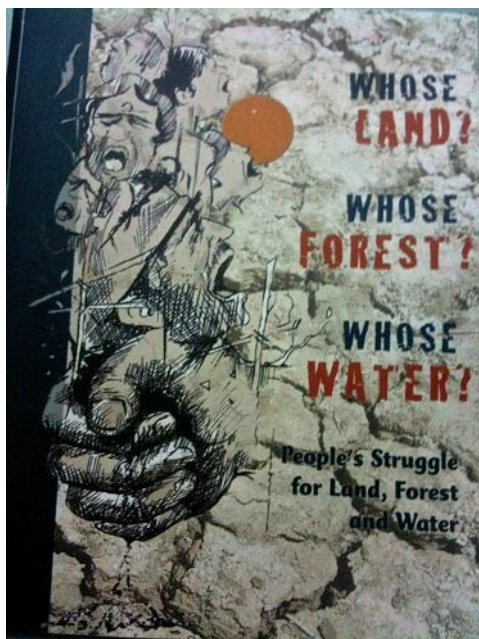
Pour plus d'informations sur les droits des femmes à la terre, Ekta Mahila Manch et la Journée Internationale des Femmes, vous pouvez lire [l'interview](#) de Shivani Chaudhury, directrice associée du Housing and Land Rights Network (HLRN) et membre du Groupe de Travail sur la Réforme Agraire sur landportal.org, or checkout ektaparishad.com and ektaeurope.org



Histoires de luttes pour la terre

Depuis plusieurs décennies, Ekta Parishad est impliquée et supervise des luttes pour la terre à travers l'Inde. Notre nouvelle publication «Whose Land? Whose Forest? Whose Water? People's Struggle for Land, Forest and Water» (« A qui la terre ? A qui la forêt ? A qui l'eau ? La lutte populaire pour la terre, la forêt et l'eau »), produite avec Praxis - Institute for Participatory Practices et publié par le Mahatma Gandhi Sewa Ashram, présente, en une centaine de pages, des luttes dans 22 Etats indiens. Plusieurs des luttes rapportées dans cette publication sont actuellement en cours et concernent différents types de problèmes fonciers et doléances.

Ce rapport a été réalisé par une collecte d'informations importantes au cours d'un voyage d'un an à travers l'Inde. Ces informations ont été collectées chaque jour pendant les réunions et ensuite rassemblées afin de montrer l'étendue de l'accaparement des terres en Inde.



Mahatma Gandhi Sewa Ashram (ed.): *Whose Land? Whose Forest? Whose Water? People's Struggle for Land, Forest and Water*, Delhi 2012.

Vous pouvez commander un exemplaire à cette adresse :

<mailto:delhi@ektaparishad.com>

«Ahimsa»

Entretien avec le cinéaste suisse Karl Saurer sur son voyage avec son documentaire en Inde.

Q. Karl Saurer, depuis les deux derniers mois vous voyagez en Inde avec votre documentaire "Ahimsa – La Force de la Non-Violence". Quel est le sujet de ce film ?

R. Il y a trois sujets principaux dans ce film : une lutte tenace et non-violente des Adivasi du village de Sannai dans le Madhya Pradesh, pour l'obtention de leur droit à la terre et à l'eau. Deuxièmement, une étude sur l'action de Rajagopal dans les années 1970, inspirée par Vinoba Bhave, pour convertir des groupes violents en groupes non-violents ; et, troisièmement, l'expérience d'un camp de jeunes mené par Ekta Parishad au cours duquel des activistes sociaux donnent aux jeunes les capacités de mener une lutte non-violente.

Q. Votre film est très proche des travaux d'Ekta Parishad, et spécialement de Rajagopal. Votre propre position ne semble pas différer de celle des principaux protagonistes dans votre film. Il semble plus s'agir d'un manifeste pour la non-violence plutôt qu'une analyse du sujet. Vous voyez-vous comme un réalisateur et un activiste social en même temps ?

R. Je n'essaie absolument pas de faire une analyse politique du concept vaste et complexe d'Ahimsa dans ce film, ou encore de l'organisation d'Ekta Parishad. Ce film est une coproduction indépendante de la compagnie de production suisse Reck Film Zurich et moi-même. En coopération avec une équipe indienne, responsable du travail caméra et son, je voulais montrer les luttes exemplaires d'un village tribal du centre de l'Inde à un large public. Ces villageois réagissent par des moyens non-violents à la violence gouvernementale et privée : déplacements, destruction des récoltes, harcèlements et autres cruautés. Ils ont amélioré leurs conditions de vie et leurs perspectives en faisant preuve de

persévérance et grâce à des méthodes non-violentes.

Ils suivent cette voie depuis de nombreuses années dans leur vie quotidienne, dans la vie réelle, et non pas seulement au niveau des idées, du discours idéologique et rhétorique. Conformément avec ma compréhension de la réalisation de documentaire, j'ai essayé de donner à ces personnes une voix, un visage et du respect. Je voulais également montrer comment ce processus était inspiré et soutenu par les activistes sociaux associés à Ekta Parishad. Ce mouvement forme des gens depuis longtemps pour qu'ils se lèvent et luttent pour leurs droits, et les aide à devenir puissants par des moyens non-violents.

Q. Est-ce qu'un film peut changer la conscience politique et sociale des gens ?

R. Un film peut montrer certaines réalités, et ainsi informer les personnes et leur permettre une prise de conscience. S'il réussit à stimuler les réflexions et à éveiller de l'empathie, cela peut au mieux contribuer à une conscience sociale plus large. A travers des moyens audiovisuels, vous pouvez amener un public à un contact plus immédiat avec certaines facettes de la réalité, à un monde qu'il connaît peu ou pas du tout. Parfois vous pouvez offrir des visions qui permettent aux spectateurs de rapprocher leurs propres expériences de vie de celles qui sont vues et exprimées dans le film. Chaque changement dans la société a besoin d'une inspiration qui le motive.

Q. Quelle était votre motivation pour voyager avec votre film à travers l'Inde ?

R. Après de nombreuses réactions positives et de fructueuses discussions en Europe suite aux projections d'*Ahimsa*, j'avais envie de voir comment le documentaire serait reçu en Inde – d'abord par les protagonistes présentés, mais aussi bien sûr par un public rural et urbain. Le film vise à contribuer, inspirer et faciliter les discussions ouvertes sur l'empowerment et les possibilités d'actions non-violentes à l'époque actuelle.

Q. Vous avez montré votre film dans de nombreux lieux différents en Inde

et à des publics divers. Pouvez-vous donner quelques exemples et nous parler de vos impressions à propos de ces audiences ?

R. La grande variété des audiences et leurs réponses sont révélatrices :

- Les villageois Adivasi étaient assis dehors, la nuit, motivés par le film à poursuivre leur lutte avec encore plus d'unité.
- Les jeunes criminels d'une prison urbaine ont regardé le film avec beaucoup de sérieux, et ont parlé de la nécessité qu'il y ait plus de films au sujet de la dureté de la vie rurale en Inde.
- Des écoliers vivant dans des bidonvilles ont dit apprécier leur situation comparée à celle très difficile des autochtones.
- Des membres de ma garde paramilitaire de Wardha ont débattu avec passion, le Jour de la République, sur la façon de combattre la corruption.
- De nombreux étudiants de collège et d'université ont été fortement impressionnés par les actions non-violentes et les résultats obtenus, tandis que quelques uns optaient pour des moyens plus violents en raison des contextes et structures violents de certaines situations politiques. Il est apparu évident qu'il y avait une colère considérable chez les jeunes étudiants masculins, et qu'il était essentiel de la transformer en une activité politique constructive.
- Des enseignants, des étudiants en audiovisuel et en sciences sociales, des collègues travaillant spécifiquement à l'empowerment des femmes – tous ont donné des retours et des observations concernant les qualités visuelles du film et réfléchi au rôle des media, qui selon eux se concentrent de manière prédominante sur les aspects violents de la réalité.
- Au cours de projections en zones urbaines, les gens ont reconnu à quel point ils ignoraient les difficultés auxquelles font face leurs concitoyens dans certaines zones rurales.

Q. Comment avez-vous organisé les projections ?

R. Elles ont été organisées par l'un des cameraman – Pravin Pagare – et par sept activistes d'Ekta Parishad bien implantés dans le Nord, le centre et le

Sud de l'Inde. Respectant les rituels de présentations locaux, nous avons toujours essayé de donner simplement une brève introduction et d'éviter les explications avant la projection. Parfois, il fallait un encouragement pour parvenir à une interaction ouverte avec l'audience après la projection. L'échange et la discussion étaient des objectifs constants et cela s'est souvent révélé très stimulant.

Q. Avez-vous du trouver des techniques afin d'approcher certaines audiences ?

R. Alors que le film est facilement accessible aux personnes comprenant le hindi ou l'anglais, certains publics dans le Sud de l'Inde parlant malayalam ou tamil ont eu des difficultés à comprendre la langue. Mais comme le film incarne un message visuel et non pas seulement auditif, il est possible de le comprendre au-delà de la barrière de la langue. Parfois nous avons eu de brèves traductions, avant, au milieu ou après la projection, dans les langages locaux. Au mois de février, mon épouse et collaboratrice Elena s'est jointe aux présentations, ce qui a facilité les échanges notamment avec le public féminin.

Q. Vous êtes un réalisateur suisse et avez fait un film sur un sujet spécifiquement indien. Y a-t-il un message universel ou mondial dans « Ahimsa » ?

R. Les réactions reçues lors des projections dans de nombreux pays ont rendu l'importance d'Ahimsa plus qu'évidente. Le message d'Ahimsa donne à entendre une vérité valable au-delà des frontières nationales ou culturelles.

Q. Vous avez visité de nombreux lieux en Inde au cours de ce voyage. Personnellement, où voyez-vous les tâches les plus urgentes pour Ekta Parishad dans un futur proche ?

R. Laissez-moi vous répondre à différents niveaux : premièrement, il est urgent que la feuille de route pour une réforme agraire efficace, mise en place à Agra en octobre 2012 en réponse à Jan Satyagraha soit appliquée de manière satisfaisante et dans les délais impartis. Deuxièmement, les personnes

qui vivent dans de grandes villes ou dans des zones qui ne sont pas affectées par ces problèmes, et qui n'ont peut-être pas conscience des conditions de vie des populations autochtones, sans-terre ou opprimées, doivent être informées et sensibilisées afin de renforcer le soutien démocratique au processus d'amélioration.

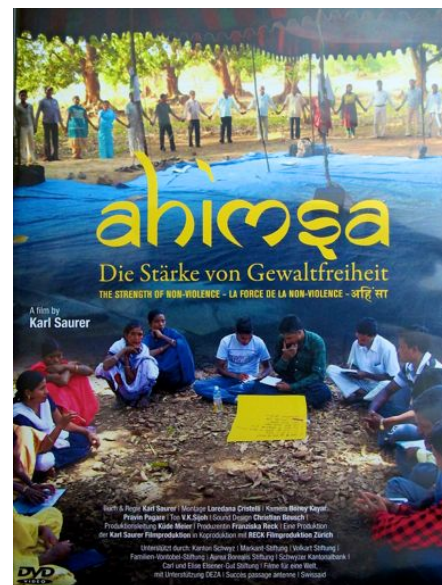
Pour atteindre ces buts, il serait utile d'améliorer les compétences concernant les médias modernes, en encourageant les productions de hautes qualités, une distribution professionnelle ciblant tous les segments de la société. Ceci viendrait en complément des méthodes traditionnelles qui sont toujours précieuses.

Troisièmement, j'ai vu qu'en Inde le style paternaliste et autoritaire de rhétorique et d'enseignement était toujours répandu. Par conséquent il est nécessaire d'insister sur l'idée d'un dialogue ouvert et participatif : une attitude qui invite, apprécie et respecte l'apport de chacun(e), lui donnant un espace.

Ahimsa - The strength of non-violence/Die Stärke der Gewaltfreiheit/La force de la non-violence

CH 2012 66' by Karl Saurer

<http://www.artfilm.ch/ahimsa.php>



Karim Award pour Rajagopal

PV

Le 16 février 2013, le président D'Ekta Parishad, Rajagopal PV, a été sélectionné pour le Prix N.A. Karim pour Service Public exceptionnel au Kanakakkunu Palace de Trivandrum, Kerala. Rajagopal a reçu ce prix en reconnaissance de son travail et de sa défense du droit à la terre et à la dignité des personnes marginalisées et exclues. Le prix a aussi attiré l'attention sur le soutien qu'il a apporté à des milliers de jeunes ruraux pour l'action sociale dans le Kerala et à travers le pays. Le jury a reconnu que les campagnes Janadesh et Jan Satyagraha pour les droits fonciers des Adivasi et des Dalit de l'Inde ont encouragé l'harmonie dans la collectivité et la justice sociale.

Le prix a été institué par la Fondation Vakkom Moulavi (VMFT) et présenté pour la première fois en 2012. La Fondation, nommée d'après le combattant pour la liberté keralais Vakkom Moulavi, est un centre d'excellence pour l'apprentissage et la recherche, et un forum qui aborde les problèmes sociaux, économiques, intellectuels, culturels, éducationnels, spirituels et philosophiques des gens. C'est un moyen pour diffuser et utiliser les progrès de la science et de la technologie pour le bénéfice de la société, et c'est également un centre de formation et un instrument pour promouvoir la justice sociale ainsi que la compréhension et l'harmonie entre les gens.

Le prix a été remis par Shri M. Hamid Ansari, vice-président de l'Inde. Dans son discours, le vice-président a cité les mots du père de la Constitution indienne, le Dr. B.R. Ambedkar, que l'ancien combattant pour la liberté Dalit a prononcé lors de l'Assemblée

Constituante avant l'application de la Constitution : *"On the 26th January 1950, we are going to enter into a life of contradictions. In politics we will have equality and in social and economic life we will have inequality. In politics we will be recognising the principle of one man one vote and one vote one value. In our social and economic life, we shall by reason of our social and economic structure, continue to deny the principle of one man one value. How long shall we continue to live this life of contradictions? How long shall we continue to deny equality in our social and economic life? If we continue to deny it for long, we will do so only by putting our political democracy in peril."* Mr. Ansari acknowledged, that today, poverty, inequality and unemployment remain the major obstacles for the Indian development aspirations. „In spite of the gains of the last six decades, 29.8% of the population or 354.60 million people were estimated to be living below the poverty line in 2009-2010. On the other hand, the top 10% of the income groups earned 33% of the income.“ The Vice President opined that while India pursue its primary goal of rapid and inclusive economic growth and development, the Indian society will also have to give equal importance to the sustainability of the development process, particularly the conservation of the national environment and natural resources, for the sake of Indian future generations. The task is momentous given the size of the Indian population and the complexity of issues. The Vice-President said, that this cannot be left to the government alone. It would require a consistent national endeavour involving all stakeholders - the governments, civil Society, NGOs, corporate sector, and above all, every citizen: "The examples set by Vakkom Moulavi, Rajagopal PV and the Vakkom Moulavi Foundation show us the way", he said.



Théâtre sur « l'impact des 10 points sur la vie des sans-terre »

Du 24 février au 5 mars 2013, Ekta Parishad a organisé un atelier de théâtre en association avec CESC Madurai sur le thème : « l'impact des 10 points sur la vie des sans-terre ». Il s'agit d'assurer le suivi de Jan Satyagraha en apportant les 10 points de l'accord (signé par le Ministre du Développement Rural et Rajagopal) dans les villages, afin que les gens sachent que le gouvernement central tente de formuler des politiques sur la distribution des terres pour les communautés sans-terre et pauvres.

Il est important d'expliquer aux communautés villageoises ce qui a été accompli à travers l'action Jan Satyagraha 2012. Leur compréhension sera d'une grande aide pour parvenir à l'application des décisions prises dans l'accord. Au cours des dix jours, des comédiens et des activistes sociaux ont participé à la création de la pièce, qu'ils ont présentée le dernier jour à un groupe de villageois. Les participants à cet atelier de théâtre venaient de différentes régions : Madhya Pradesh, Orissa, Bihar, Jharkhand, Chhattisgarh, Inde du Sud, Rajasthan et Uttar Pradesh.



Editorial

Ekta Parishad International Coordination
Gandhi Bhawan, Shyamla Hills
Bhopal, 462002
Phone 07554223821 / 07552661800

Website : ektaparishad.com

Email : info@ektaparishad.com

Questions or commentaries ?
newsletter@ektaparishad.com